

**Assemblée générale**

Soixante-dixième session

Documents officiels

Distr. générale
15 janvier 2016
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 54^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 24 novembre 2015, à 10 heures

Président : M. Dempsey (Vice-Président) (Canada)**Sommaire**Point 28 de l'ordre du jour : Développement social (*suite*)

- b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (*suite*)

Point 29 de l'ordre du jour : Promotion de la femme (*suite*)

- a) Promotion de la femme (*suite*)

Point 65 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (*suite*)Point 67 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil des droits de l'homme (*suite*)Point 68 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)

- a) Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

15-20710X (F)



Merci de recycler



En l'absence de M. Hilale (Maroc), M. Dempsey (Canada), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 20.

Point 28 de l'ordre du jour : Développement social (suite)

b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (suite)
(A/C.3/70/L.11/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/70/L.11/Rev.1 : Politiques et programmes mobilisant les jeunes

1. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

2. **M. Mendonça e Moura** (Portugal), présentant le projet de résolution, souligne qu'il y a dans le monde plus de 1,8 milliards de jeunes qui représentent un quart de la population mondiale. Les questions relatives à la jeunesse, qui ont une portée générale, touchent tous les États Membres. Le projet de résolution ne porte donc pas sur une région en particulier mais il constitue un point de départ utile pour l'élaboration de mesures et de politiques en faveur de l'épanouissement des jeunes aux niveaux national, régional et international. Il appelle l'attention sur les liens entre le Programme d'action mondial pour la jeunesse et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui, ensemble, permettent de lever les obstacles à l'épanouissement des jeunes. Les contributions positives des représentants de la jeunesse à l'Assemblée générale sont également prises en compte dans le projet de résolution.

3. **M. Lupan** (République de Moldova) fait observer que le projet de résolution porte sur de nombreuses questions complexes sur lesquelles les États Membres adoptent parfois des vues diamétralement opposées. Néanmoins le texte équilibré du projet de résolution représente un effort collectif; le représentant de la République de Moldova espère qu'il sera adopté par consensus.

4. Au paragraphe 18 du projet de résolution, les virgules doivent être supprimées avant et après le membre de phrase « in contravention of applicable international law » dans la version anglaise du texte.

5. **M. Ciss** (Sénégal) rappelle que les consultations officielles ont porté essentiellement sur les objectifs

stratégiques relatifs à des questions telles que l'élimination de la pauvreté, l'éducation, la santé, la lutte contre le VIH/sida, les changements climatiques, l'autonomisation des femmes, l'égalité entre les sexes, des emplois décents, la mondialisation et les conflits armés. Il est vital de promouvoir les contributions des jeunes à cet égard. Le projet de résolution vise à tirer parti du dividende démographique et renforcer les efforts déployés pour assurer la mise en œuvre intégrale et efficace du Programme d'action mondial pour la jeunesse, compte tenu des engagements pris dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

6. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se sont joints aux auteurs : Algérie, Andorre, Angola, Argentine, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Chili, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Érythrée, Espagne, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Italie, Kenya, Lesotho, Libéria, Lituanie, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Malte, Mexique, Monaco, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique du Congo, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suisse, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Timor-Leste, Turquie, Ukraine et Zimbabwe.

Le projet de résolution A/C.3/70/L.11/Rev.1, tel que révisé oralement, est adopté.

7. **M^{me} Tzeggai** (Danemark), prenant la parole également au nom de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, de la Bulgarie, de la Colombie, de la Croatie, d'El Salvador, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de l'Islande, d'Israël, du Japon, du Liechtenstein, du Luxembourg, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, des Palaos, des Pays-Bas, de la Roumanie, du Royaume-Uni, de la Slovénie, de la Suède, la Suisse et de l'Uruguay, affirme que sa délégation accorde une grande importance aux questions relatives à la jeunesse et qu'elle est fermement attachée aux principes fondamentaux consacrés dans le projet de résolution, à savoir encourager les partenariats, faire entendre la voix des jeunes et favoriser des approches stratégiques qui

permettent de régler les problèmes auxquels les jeunes sont confrontés aujourd'hui.

8. La moitié de la population mondiale a moins de 25 ans, or la situation des jeunes en matière de santé sexuelle et procréative dans la société est particulièrement désastreuse. Les droits des jeunes femmes et des filles, leurs perspectives d'avenir et les choix qui s'offrent à elles sont particulièrement mis à mal par l'omniprésence de la discrimination et de la violence sexistes. De plus en plus, les jeunes dans le monde attirent l'attention sur les droits et la santé en matière de sexualité et de procréation qu'ils considèrent une priorité dans les recommandations qu'ils présentent à leurs gouvernements. Ces droits sont cruciaux pour prévenir les décès maternels, les infections au VIH et les grossesses d'adolescente et pour protéger les filles contre la violence, les sévices et la discrimination.

9. D'après l'Organisation mondiale de la Santé, 16 millions d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans et 1 million de filles de moins de 15 ans deviennent mères tous les ans. Les grossesses et les accouchements sont les principales causes de décès d'adolescentes dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, et un nombre croissant de jeunes femmes souffrent de fistules obstétricales parce qu'elles ont accouché alors qu'elles étaient trop jeunes. Par ailleurs, 39 000 filles de moins de 18 ans sont mariées tous les jours, ce qui accroît les risques de grossesses précoces. Les taux de mortalité et de décès au cours de la première semaine de vie sont 50 % plus élevés parmi les enfants nés de mères âgées de moins de 20 ans.

10. On estime que 5 millions de jeunes dans le monde vivent avec le VIH; les taux de nouvelles infections sont deux fois plus élevés parmi les jeunes femmes que les jeunes hommes, et approximativement un tiers seulement de ces derniers et un quart des jeunes femmes savent comment prévenir la propagation du VIH. L'accès insuffisant des adolescents à l'information et aux services ne leur permet pas de se protéger contre l'infection au VIH et fait obstacle aux efforts visant à réduire les taux de nouvelles infections.

11. Par ailleurs, les jeunes femmes et les filles sont soumises à diverses formes de violence et à des pratiques néfastes, notamment la violence familiale, le harcèlement sexuel, la violence sexuelle, l'exploitation, la traite et les mutilations génitales

féminines. On estime que 50 % des agressions sexuelles sont commises contre des filles âgées de moins de 16 ans et quelque 30 % des femmes et des filles déclarent avoir eu leur premier rapport sexuel sous la contrainte.

12. Les droits en matière de sexualité et de procréation des jeunes, notamment des adolescentes et des jeunes femmes, doivent être reconnus, respectés et protégés en tant que droits fondamentaux, notamment par des mesures éducatives, juridiques et de politique. La délégation danoise préconise de mentionner les droits et la santé en matière de sexualité et de procréation car les adolescents, en particulier les jeunes femmes et les filles, souffrent tout particulièrement du manque d'information et d'un accès insuffisant aux soins et aux services de santé, ce qui constitue une violation des droits fondamentaux des personnes concernées et fait sensiblement obstacle aux efforts de développement. Les jeunes doivent pouvoir exercer leurs droits en matière de sexualité et de procréation si l'on veut que l'égalité entre les sexes, le niveau d'instruction, le développement économique, la réduction de la pauvreté et la participation politique deviennent une réalité. La délégation danoise continuera donc d'accueillir favorablement et d'appuyer le renforcement explicite des droits des jeunes en matière de sexualité et de procréation dans les résolutions futures.

13. **M^{me} Smaila** (Nigéria) dit que la science, la technologie et l'innovation ont le pouvoir d'informer la société et d'améliorer la compétitivité économique et la résilience. Elles propulsent et soutiennent les efforts de développement en produisant des connaissances et des innovations technologiques et sociales qui répondent aux besoins de la société. Il est important d'examiner dans quelle mesure les investissements dans ce domaine peuvent influencer sur les perspectives d'épanouissement des jeunes et leur capacité de contribuer à la société. Il est encourageant de voir les jeunes participer à la prise des décisions et au développement, ce qui offre une occasion unique de renforcer les capacités et de créer des partenariats durables qui culmineront avec la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La participation des jeunes est essentielle pour mettre en œuvre un programme de développement durable, quel qu'il soit.

14. Les résolutions futures devront souligner l'importance de la famille dans la fourniture de conseils aux jeunes et les États reconnaître le rôle actif

des parents dans le développement moral de leurs enfants. Les parents doivent s'investir pleinement dans toutes les étapes de la croissance mentale de leurs enfants jusqu'à la maturité, notamment en ce qui concerne la santé et l'éducation. On ne soulignera jamais assez l'importance de l'autonomie parentale, en particulier dans la fourniture de conseils à leurs enfants dans les questions culturelles et les formes de divertissement qui respectent la dignité humaine. Les jeunes sont soumis à des pressions énormes en dehors du foyer pour prendre part à des activités indésirables; grâce aux conseils de leurs parents, ils auront des esprits informés et seront capables de faire preuve de bon sens pour contribuer utilement à la société.

15. **M^{me} Al-Temimi** (Qatar), prenant la parole au nom du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, confirme que les États membres du Conseil approuvent le projet de résolution. La participation des jeunes à la vie sociale et économique est une priorité nationale pour ces gouvernements et elle a été incorporée dans leurs politiques et objectifs. Les États membres du Conseil accueillent avec satisfaction le paragraphe soulignant le rôle joué par l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse qui est chargé de faire en sorte que la voix des jeunes parvienne jusqu'aux organismes des Nations Unies. Ces États s'efforceront de mettre en œuvre la résolution conformément à leurs valeurs, leurs croyances religieuses, leur législation et leurs intérêts nationaux.

Point 29 de l'ordre du jour : Promotion de la femme (suite)

a) Promotion de la femme (suite) (A/C.3/70/L.7/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/70/L.7/Rev.1 : Violence à l'égard des travailleuses migrantes

16. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

17. **M^{me} Yparraguirre** (Philippines), présentant le projet de résolution, donne lecture des révisions apportées verbalement au texte. Au vingtième alinéa du préambule, une virgule doit être insérée après les mots « informal brokers » dans la version anglaise du texte. Au paragraphe 7, il convient de supprimer les mots « et des aides à domicile » ainsi que « et la coopération ». La formulation du paragraphe 7 reprend donc celle de la résolution 68/137. Au paragraphe 9, le

mot « by » doit être inséré avant les mots « facilitating », « exchanging » et « fostering » dans la version anglaise du texte.

18. Si davantage d'États ont accompli des progrès dans la mise en œuvre de cadres normatifs et politiques pour protéger les travailleuses migrantes contre la discrimination et la violence, des lacunes importantes persistent toutefois dans l'élaboration de mesures ciblées, la collecte et la diffusion systématiques au niveau national de données ventilées, les études et les analyses permettant d'éclairer et d'évaluer les politiques et les programmes ainsi que la fourniture d'informations aux travailleuses migrantes sur l'accès à la justice.

19. Dans le projet de résolution, l'Assemblée est consciente que la demande de travailleuses migrantes dans le secteur de l'aide à la personne est en augmentation et que certains migrants, en particulier des femmes, travaillant dans le secteur non structuré des soins, voient régulièrement leurs droits fondamentaux gravement bafoués en raison du caractère invisible de leur lieu de travail. L'Assemblée sait par ailleurs que l'un des principaux problèmes de l'exploitation dont sont victimes les travailleuses migrantes tient aux pratiques peu scrupuleuses de certains intermédiaires et agences de recrutement et que la vulnérabilité des travailleuses migrantes met en évidence des filières et des contextes de migration de plus en plus complexes, qui font que les travailleurs migrants peuvent se retrouver dans des situations très dangereuses en entrant dans d'autres pays. Dans le projet de résolution, l'Assemblée encourage les gouvernements à se pencher sur les facteurs qui incitent les femmes à migrer illégalement, et notamment sur la nécessité de remédier au manque de main-d'œuvre dans le secteur des soins que connaissent les pays importateurs, et de réglementer, d'officialiser, de professionnaliser et de protéger les clauses et conditions d'emploi dans ce secteur d'activité. Elle engage également les États à envisager de concevoir et de mener des programmes d'alphabétisation financière en faveur des travailleuses migrantes et de leur famille. La représentante des Philippines espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

20. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se sont joints aux auteurs du projet de résolution : Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Burkina Faso, Chine, Colombie,

Costa Rica, Équateur, El Salvador, Érythrée, Ghana, Guinée, Honduras, Inde, Iran (république islamique d'), Japon, Lesotho, Libéria, Madagascar, Maroc, Mexique, Nicaragua, Ouganda, Panama, Rwanda, Sénégal, Timor-Leste, Uruguay et Venezuela.

Le projet de résolution A/C.3/70/L.7/Rev.1, tel que révisé oralement, est adopté.

21. **Le Président** propose que, conformément à la décision 55/488 de l'Assemblée générale, la Commission prenne note des documents suivants : le rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur ses cinquante-huitième, cinquante-neuvième et soixantième sessions (A/70/38), le rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (A/70/124) et la note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences (A/70/209).

22. *Il en est ainsi décidé.*

Point 65 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (suite) (A/C.3/70/L.62/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/70/L.62/Rev.1 aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés d'Afrique

23. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

24. **M. Fawundu** (Sierra Leone), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des États d'Afrique, déclare que le projet de résolution reflète le consensus de toutes les parties et appelle l'attention sur l'insuffisance du financement et la détérioration des conditions de vie observée dans de nombreux camps de réfugiés d'Afrique.

25. Le représentant de la Sierra Leone présente verbalement des révisions au texte et signale qu'au quatrième alinéa du préambule, les mots « refugees, returnees » doivent être remplacés par les mots « refugee, returnee » dans la version anglaise du texte. Au septième alinéa du préambule, les mots : « qui ont entraîné » doivent être remplacés par le membre de phrase : « qui a été un facteur déterminant dans ». Il

convient d'ajouter dans le préambule un seizième alinéa qui se lirait comme suit : « Reconnaissant également la nécessité d'encourager des efforts accrus dans le rapatriement librement consenti et l'intégration sur place ». Au paragraphe 2 du dispositif, il faut ajouter le membre de phrase : « en vue d'en assurer la mise en œuvre généralisée » à la fin du paragraphe. Au paragraphe 9, le mot « réfugiés » doit être remplacé par le mot « déplacés ». Au paragraphe 13, il convient de supprimer les mots : « pour les réfugiés ». Au paragraphe 25, le membre de phrase : « malgré l'absence de solutions viables et les prévisions selon lesquelles le nombre de déplacés devrait augmenter sur le continent » doit être supprimé. Au paragraphe 26, il convient de supprimer les mots « non préaffectée ». Au paragraphe 28, le membre de phrase : « et rappelle que ces formules comprennent notamment le rapatriement librement consenti et, éventuellement, l'intégration sur place et la réinstallation dans un pays tiers » doit être inséré après les mots : « dans un cadre multilatéral ». Les paragraphes 29 et 30 doivent être fusionnés. Un nouveau paragraphe 30 sera ajouté et se lira comme suit : « Encourage les États d'Afrique à coopérer étroitement avec les organismes de développement et les acteurs humanitaires à des stratégies pluriannuelles en faveur des réfugiés et des déplacés ».

26. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que l'Albanie, l'Australie, la Belgique, la Bulgarie, le Costa Rica, le Honduras, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Suède, le Timor-Leste et la Turquie se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

Le projet de résolution A/C.3/70/L.62/Rev.1, tel que révisé oralement, est adopté.

27. **Le Président** propose que, conformément à la décision 55/488 de l'Assemblée générale, la Commission prenne note du rapport du Secrétaire général sur l'aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés d'Afrique (A/70/337).

28. *Il en est ainsi décidé.*

Point 67 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil des droits de l'homme (suite) (A/C.3/70/L.66)

Projet de résolution A/C.3/70/L.66 : Rapport du Conseil des droits de l'homme

29. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

30. **M. Fawundu** (Sierra Leone), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des États d'Afrique, souligne que ce dernier accorde une grande importance à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, qui jette les fondements du Conseil des droits de l'homme et de son mandat, ainsi qu'aux mesures visant à renforcer les cadres institutionnels qui figurent dans cette résolution. Il est impératif que le Conseil des droits de l'homme, qui est un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, fasse rapport tous les ans à l'Assemblée. À cet égard, le Groupe des États d'Afrique demeure déterminé à assurer l'application des dispositions des alinéas c), i) et j) du paragraphe 5 de la résolution 60/251. L'évolution récente de la situation au Conseil des droits de l'homme, notamment l'adoption d'une approche constructive et de concertation, a contribué à la mise en place de fondements appropriés qui permettent de surmonter les obstacles passés pour renforcer le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Cette approche repose sur la fourniture de conseils et de l'assistance technique et financière nécessaire sur demande des gouvernements, qui ont pour responsabilité principale de promouvoir et de protéger les droits de leurs citoyens.

31. Le rapport du Conseil des droits de l'homme contient des recommandations d'une importance cruciale pour de nombreux États Membres. Les principes de non-discrimination et d'égalité sont d'une portée générale dans les efforts déployés pour assurer la réalisation intégrale des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous. Le Groupe des États d'Afrique est profondément préoccupé par les tentatives visant à introduire et à imposer de nouveaux concepts, tels que l'orientation et l'identité sexuelles, qui ne sont pas mentionnés dans le droit international des droits de l'homme. Les États d'Afrique rejettent fermement toute manœuvre qui chercherait à porter atteinte au système international de l'homme en imposant des concepts se rapportant à des questions d'ordre social, notamment des comportements privés et individuels, et sortant du cadre juridique internationalement convenu en matière de droits de l'homme. De telles manœuvres témoignent du dédain de l'universalité des droits de l'homme, ressortissent à des questions de juridiction nationale des États et violent les principes de la souveraineté des États et de non-intervention figurant dans la Charte des Nations Unies. Les personnes ne sont pas par nature

vulnérables mais certains individus et groupes se trouvent dans des situations de vulnérabilité en raison de plusieurs facteurs, notamment leur situation socioéconomique. L'importance donnée à des concepts sur lesquels il n'existe pas d'accord international ne sert qu'à diviser le Conseil des droits de l'homme et nuit à son approche équilibrée et égalitaire de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Le Groupe des États d'Afrique estime que si les États Membres accordaient la priorité aux droits de certains individus, ils le feraient aux dépens d'autres droits internationalement reconnus, en violation des principes de non-discrimination et d'égalité, et il leur demande donc de s'abstenir de le faire. Il demande instamment à tous les États Membres de redoubler d'efforts pour éliminer totalement toutes les formes de racisme, de xénophobie et d'intolérance liée. Le Groupe des États d'Afrique a présenté le projet de résolution pour montrer qu'il soutient continuellement les activités importantes du Conseil des droits de l'homme et il espère que le projet de résolution sera adopté par consensus, ce qui sera une preuve de l'appui indéfectible apporté au Conseil des droits de l'homme.

32. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que la Fédération de Russie et la République bolivarienne du Venezuela se sont jointes aux auteurs du projet de résolution.

33. **M^{me} Belskaya** (Biélorus) note que le Conseil des droits de l'homme accorde une grande importance aux droits économiques et sociaux, au droit au développement et à la condition des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées et qu'il appuie l'institution de la famille. Toutefois il existe une tendance grandissante à recourir au vote pour l'adoption des décisions. Le vote est employé abusivement au Conseil pour instaurer en normes des approches qui n'ont pas fait l'objet d'accord; ces approches sont également promues à la Troisième Commission et à l'Assemblée générale, où tous les États sont priés d'appliquer ces normes inconditionnellement. Les moyens dont dispose le Conseil des droits de l'homme, essentiellement les résolutions consacrées spécifiquement à un pays et les mandats, permettent aux groupes de pays qui ont les ressources financières et organisationnelles nécessaires de légitimer les mesures unilatérales qu'ils prennent à l'encontre d'États et de gouvernements récalcitrants. Le Biélorus ne peut approuver une telle démarche et, étant donné que le rapport présenté pour adoption contient une décision qui contrevient aux principes

fondamentaux de coopération internationale et à l'établissement de relations amicales entre les États, la délégation biélorussienne se voit dans l'obligation de demander un vote sur le projet de résolution. Elle comprend bien que le projet de résolution porte sur une question de procédure mais il n'en va pas de même du rapport ni des activités du Conseil. En demandant un vote, la délégation biélorussienne adresse également un appel à certains groupes de pays pour qu'ils reviennent aux principes fondamentaux de coopération internationale.

34. **M. Israeli** (Israël) rappelle que les droits de l'homme sont violés tous les jours de la manière la plus abominable dans le monde; des personnes sont tuées à l'aveuglette par des barils d'explosifs, pendues pour des soi-disant crimes moraux et vendues comme esclaves sexuelles dans des centres urbains. Or, le Conseil des droits de l'homme ferme délibérément les yeux sur ces violations et continue de braquer l'attention, de manière totalement tendancieuse, sur l'État d'Israël, le seul pays libre et démocratique du Moyen-Orient. En 2014, le Conseil a mis en place une commission d'enquête qui a élaboré une résolution déformant la vérité, et il n'a tenu aucun compte des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire qui avaient été commises par le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens. En outre, le Conseil ne semble nullement se soucier des droits fondamentaux des Israéliens. Des milliers de missiles et de mortiers ont été tirés à l'aveuglette sur des villes, des écoles et des hôpitaux israéliens; or, le Conseil n'a jamais mentionné le mot « Hamas » dans ses résolutions.

35. Le comportement du Conseil des droits de l'homme n'est pas surprenant car il est devenu l'otage de certains pays qui commettent les pires violations au monde et il a complètement renoncé à ses principes fondateurs d'universalité, d'impartialité, d'objectivité et de non-sélectivité. Au cours des semaines précédentes, des dirigeants ont profité des délibérations du Conseil pour diffuser leur propagande, diffamer un État Membre et inciter à la violence. Au lieu d'aller de l'avant, le Conseil semble revenir à l'époque des dysfonctionnements qui caractérisaient le Comité des droits de l'homme. Les propos sévères du représentant d'Israël sont corroborés par des chiffres : le Conseil des droits de l'homme a adopté plus de 60 résolutions portant sur Israël, et seulement 55 sur les autres pays du monde; sur un total de 23 sessions extraordinaires, il en a consacré 7 à la situation en Israël et il a créé six missions d'enquête et commissions sur Israël alors

qu'un total de six missions d'enquête et commissions seulement concernait d'autres pays. Par ailleurs, l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme contient systématiquement un point sur la tenue d'un débat consacré exclusivement à Israël. Le représentant d'Israël demande instamment à toutes les délégations qui souhaitent véritablement promouvoir les droits de l'homme dans le monde de faire connaître leurs préoccupations. Étant donné que le rapport continue de perpétuer le programme à caractère politique du Conseil visant Israël, la délégation israélienne votera contre le projet de résolution.

36. **M. Qassem Agha** (République arabe syrienne) rappelle que son pays a activement participé à la mise en place du Conseil des droits de l'homme et qu'il vote depuis de nombreuses années en faveur du rapport ainsi que des résolutions qui y figurent. Il est regrettable que le rapport du Conseil contienne des résolutions sur la situation en Syrie, qui se fondent sur des reportages de presse s'appuyant sur une seule source d'information. Le rapport reflète également les objectifs politiques de certains pays qui ne souhaitent pas voir prospérer la Syrie, son gouvernement ou son peuple. Dans ses résolutions précédentes, le Conseil a toujours passé sous silence les actes commis par des groupes terroristes armés et la nécessité de les désarmer et il n'a jamais demandé aux pays impliqués de cesser d'apporter leur assistance idéologique, politique, financière et médiatique à ces groupes. La délégation syrienne s'abstiendra donc lors du vote sur le projet de résolution. Elle souligne toutefois que cette abstention ne modifie en rien sa position inébranlable et exemplaire car elle souscrit aux recommandations du rapport sur les violations par Israël des droits de l'homme sur le Golan syrien occupé et la Palestine, la situation de ces territoires étant une cause légitime qui mérite d'être soutenue par tous les États Membres. La délégation israélienne ne doit pas oublier qu'elle représente l'entité sioniste, puissance occupante qui colonise les terres d'autrui, qu'elle appuie le Front el-Nosra et qu'elle fournit des soins médicaux aux terroristes de cette organisation dans la ville de Safed. L'ONU apporte la preuve des crimes commis par l'entité sioniste contre les peuples palestinien et syrien depuis plus de 60 ans. Les déclarations faites par le représentant d'Israël sur la paix et la démocratie sont des mensonges éhontés auxquels plus personne ne croit. Réaffirmant sa position de principe, la délégation syrienne dénonce l'ingérence de tout État dans les affaires intérieures d'autres États sous prétexte de protéger les droits de l'homme et elle récuse les

résolutions du Conseil des droits de l'homme qui ciblent exclusivement certains pays.

37. **M. Ri Song Chol** (République populaire démocratique de Corée) se joint à la demande faite par la représentante du Bélarus de procéder à un vote sur le projet de résolution.

Explication de vote avant le vote

38. **M^{me} Lucas** (Luxembourg), prenant la parole au nom de l'Union européenne, fait observer que, depuis le début, celle-ci s'est déclarée préoccupée par le projet de résolution pour des questions de principe et de procédure. La Troisième Commission doit examiner uniquement les recommandations figurant dans le rapport du Conseil des droits de l'homme et non le rapport dans son ensemble. Le compromis obtenu à l'Assemblée générale ayant été institutionnalisé à l'issue de l'examen des activités du Conseil, l'Union européenne a cru comprendre que la question était réglée. Le dialogue participatif aux séances plénières de l'Assemblée générale permet aux délégations d'exprimer leurs vues sur les travaux et le fonctionnement du Conseil des droits de l'homme. Il est regrettable également qu'il n'ait pas été possible d'examiner en temps utile les incidences du projet de résolution à une séance publique du fait que de nombreux États Membres avaient des questions concernant le texte. Pour toutes ces raisons, les États membres de l'Union européenne s'abstiendront lors du vote.

39. **M^{me} Nescher** (Liechtenstein), prenant la parole également au nom de l'Albanie, de l'Australie, du Canada, de l'Islande, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse, apporte son soutien au Conseil des droits de l'homme mais une fois de plus, la délégation liechtensteinoise se sent tenue de s'abstenir lors du vote pour des problèmes de procédure. Conformément au résultat de l'examen des activités et du fonctionnement du Conseil des droits de l'homme, tel qu'il figure dans la résolution 65/281 de l'Assemblée générale, il appartient à l'Assemblée générale de prendre en plénière une décision sur le rapport du Conseil des droits de l'homme. Pour sa part, la Troisième Commission ne doit examiner que les recommandations du Conseil. Il est regrettable que les auteurs du projet de résolution persistent à passer outre à l'accord contenu dans la résolution de l'Assemblée générale en demandant que le rapport du Conseil soit examiné à la Troisième Commission.

40. **M^{me} Razzouk** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis eux aussi sont préoccupés par le projet de résolution et s'abstiendront une fois de plus lors du vote. Les États-Unis s'honorent d'avoir coopéré avec d'autres pays pour faire adopter au Conseil des droits de l'homme des résolutions énergiques sur les questions les plus urgentes et les plus dramatiques concernant les droits de l'homme dans certains pays; mais ils demeurent profondément préoccupés par l'attention indue que le Conseil porte à Israël et par certaines autres résolutions adoptées en 2015. Toutefois, le Conseil a pris des mesures importantes pour s'acquitter de son mandat en promouvant et en protégeant les droits de l'homme, notamment en coopérant avec des États tels que la République Centrafricaine et la Somalie et en rédigeant des résolutions énergiques qui prennent en compte les graves situations de droits de l'homme dans des pays comme la République populaire démocratique de Corée, l'Érythrée, l'Iran, le Soudan, le Soudan du Sud et la Syrie. Le Gouvernement des États-Unis tire également fierté de la résolution de concertation sur le Sri Lanka, qui résulte de la coopération étroite entre les États-Unis et le Gouvernement sri-lankais. Les États-Unis continuent de considérer le projet de résolution sur le rapport du Conseil des droits de l'homme comme n'étant pas nécessaire au plan de la procédure et ils s'inquiètent également que les années précédentes, certaines délégations s'en sont servi pour porter atteinte aux décisions prises par le Conseil. Le projet de résolution continue d'être présenté sans donner suffisamment de temps aux délégations d'étudier le texte et sans qu'il soit possible de tenir des consultations informelles ouvertes à tous. Pour toutes ces raisons, la délégation des États-Unis s'abstiendra lors du vote.

41. *Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/70/L.66.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cabo Verde, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée,

Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Bélarus, Israël.

S'abstiennent :

Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro, Myanmar, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine.

42. *Le projet de résolution A/C.3/70/L.66 est adopté par III voix contre 2, avec 59 abstentions*.*

43. **M^{me} Vadiati** (République islamique d'Iran) regrette que, malgré l'existence au Conseil des droits de l'homme de mécanismes de coopération, tels que l'examen périodique universel, certains États

continuent de politiser les droits de l'homme et de proposer des mesures agressives et coercitives. Ces États s'obstinent à adopter une ligne de conduite contre-productive et obéissant à des mobiles politiques en présentant des résolutions ciblant certains pays, tout en continuant à passer sous silence leurs violations des droits de l'homme et celles de leurs alliés. L'Iran rejette vigoureusement ces motivations pernicieuses qui ne sont pas favorables à des activités efficaces et impartiales, qui portent atteinte aux droits de l'homme dans leur ensemble et qui discréditent les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies pour des motifs politiques. Pour cette raison, la délégation de la République islamique d'Iran s'est abstenue lors du vote.

44. L'Iran se dissocie des parties des rapports du Conseil des droits de l'homme (A/70/53 et A/70/53/Add.1) qui concernent la résolution contre-productive sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran.

45. **M^{me} García Gutierrez** (Costa Rica) rappelle que le Costa Rica soutient sans réserve les activités du Conseil des droits de l'homme, ses résolutions et ses recommandations. Ce pays, qui est foncièrement attaché aux droits de l'homme et aux mécanismes de l'Organisation promouvant et protégeant ces droits, estime qu'il est crucial de préserver les activités et les décisions du Conseil des droits de l'homme. Toutefois, la délégation costaricienne s'est abstenue lors du vote. En effet, le Costa Rica estime que le rapport du Conseil des droits de l'homme doit être examiné et adopté par l'Assemblée générale en séance plénière et que seules les recommandations figurant dans le rapport doivent être examinées par la Troisième Commission, conformément à l'alinéa j) du paragraphe 5 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et au paragraphe 6 de la résolution 65/281 de l'Assemblée. La représentante du Costa Rica espère qu'à l'avenir ces préoccupations seront prises en considération et que le texte sera conforme aux accords qui ont été conclus lors de l'examen des activités du Conseil des droits de l'homme.

46. **M. Tin** (Myanmar) déclare que son pays s'oppose aux résolutions consacrées spécifiquement à certains pays, qui violent les principes d'objectivité, d'impartialité et de non-politisation. En conséquence, il ne devrait plus y avoir de résolution de ce genre, que ce soit au Conseil des droits de l'homme ou à la Troisième Commission. Pour cette raison, la délégation du Myanmar s'est abstenue lors du vote.

* La délégation malawienne a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle avait l'intention de voter pour le projet de résolution.

47. **M^{me} Vadiati** (République islamique d'Iran), exerçant son droit de réponse, affirme que la politique de deux poids deux mesures et les agissements d'inspiration politique menés par les États-Unis dans les questions de droits de l'homme étaient évidents lors de l'explication de vote donnée par cette délégation avant le vote. Alors que le Conseil des droits de l'homme critique et condamne les violations des droits de l'homme, commises depuis 60 ans, par la puissance occupante dans les territoires palestiniens occupés, les États-Unis soutiennent cette dernière et la résolution consacrée spécifiquement à un pays tout en rejetant les violations des droits de l'homme commises par leurs alliés.

Point 68 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (suite)

a) Promotion et protection des droits de l'enfant (suite) (A/C.3/70/L.28/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/70/L.28/Rev.1 : Droits de l'enfant

48. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

49. **M^{me} Lucas** (Luxembourg), présentant le projet de résolution au nom de l'Union européenne et du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, donne lecture des révisions apportées verbalement au texte. Le paragraphe 11 doit se lire comme suit : « Réaffirme les dispositions des paragraphes 15 à 19 de sa résolution 68/147 et exhorte tous les États parties à redoubler d'efforts pour s'acquitter de l'obligation que leur impose la Convention relative aux droits de l'enfant de protéger les enfants dans tout ce qui touche à l'enregistrement des naissances, aux relations familiales, à l'adoption et aux autres formes de prise en charge de remplacement et encourage les États à envisager d'adhérer à la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, qui prend en considération l'intérêt supérieur de l'enfant, et à recourir à la coopération bilatérale, voire multilatérale, pour régler les affaires d'enlèvement international d'enfants par un parent ou un proche, en facilitant notamment le retour de l'enfant dans son pays ou son lieu de résidence habituel lorsque le tribunal compétent peut rendre une décision en matière de garde d'enfants, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant ».

50. Le paragraphe 48 doit être révisé pour se lire comme suit : « *Se déclare profondément préoccupée* par la multiplication des attaques ou menaces d'attaques, dirigées contre les écoles, constate que ces actes mettent gravement en péril la sécurité des enfants et des enseignants et limitent considérablement le plein exercice du droit à l'éducation et se déclare préoccupée également par le fait que l'utilisation d'écoles à des fins militaires, en violation du droit international applicable, peut aussi mettre en danger la sécurité des enfants et des enseignants et compromettre le droit de l'enfant à l'éducation et encourage tous les États à intensifier leurs efforts pour éviter que des écoles ne soient utilisées à de telles fins, en violation du droit international applicable ».

51. À l'alinéa m) du paragraphe 49, le mot « requises » doit être remplacé par les mots « possibles » et l'expression : « et les personnes protégées » doit être remplacée par le membre de phrase : « ainsi que les personnes ayant droit à la protection ».

52. Le projet de résolution constituera un point de départ utile qui permettra à la Commission d'examiner la promotion et la protection des droits de l'enfant dans les années à venir, tout particulièrement pour renforcer l'exercice du droit à l'éducation de tous les enfants.

53. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que le Canada, la Guinée, le Japon, le Lesotho, le Liban, le Libéria, les Maldives, les Philippines, la République de Corée, le Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sri Lanka, la Suisse, le Timor-Leste et la Turquie se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

54. **M. Fawundu** (Sierra Leone), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, présente verbalement un amendement à l'alinéa u) du paragraphe 49, qui doit être remplacé par le texte suivant : « D'élaborer, avec le concours d'organisations internationales, d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales, s'il y a lieu, des politiques et des programmes donnant la priorité à l'éducation formelle et informelle, y compris des cours d'éducation sexuelle adaptés à l'âge des élèves, les parents et les tuteurs légaux dispensant les orientations et les conseils pertinents, propres à aider les adolescents et à leur permettre d'acquérir des connaissances et des informations pertinentes et adéquates, compte tenu du développement de leurs capacités, de développer leur amour-propre et de se prendre en charge, et de mettre spécialement l'accent

sur les programmes visant à sensibiliser les femmes et les hommes, en particulier les parents, à l'importance de la santé et du bien-être physiques et mentaux des enfants, et à la nécessité d'instaurer et de maintenir des relations respectueuses entre les filles et les garçons ».

55. La formulation du paragraphe proposé est identique à celle du paragraphe 6 du projet de résolution sur les filles (A/C.3/70/L.29/Rev.1) qui a été adopté par consensus. Les objectifs des programmes d'éducation mentionnés dans l'alinéa u) actuel du paragraphe 49 ne sont pas conformes aux obligations des États Membres, tels qu'ils figurent dans les articles 28 et 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'éducation des enfants. Le Groupe des États d'Afrique a émis une réserve et se dissocie de la formulation dans les conclusions convenues de la cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme et l'alinéa l) du paragraphe 48 de la résolution A/69/157, et il continue de s'opposer avec véhémence à cette formulation pour préserver les principes et objectifs de l'Organisation.

56. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) dit que, du fait que seulement trois États Membres de l'Organisation, qui appartiennent également au Groupe des États d'Afrique, sont des auteurs du projet de résolution, l'amendement proposé ne peut être considéré comme ayant été présenté au nom de l'ensemble des États membres du Groupe des États d'Afrique.

57. **M. Fawundu** (Sierra Leone) dit qu'il a présenté l'amendement proposé en sa qualité de représentant de la Sierra Leone.

58. **M^{me} Mozolina** (Fédération de Russie), intervenant sur une motion d'ordre, demande quel article du Règlement intérieur interdit à une délégation, qui est l'auteur d'un projet de résolution, d'appuyer également un amendement à ce dernier. Les délégations ont le droit de déterminer leur position sur les documents et propositions présentés. Un auteur peut certainement approuver un amendement qui ne modifie pas profondément la teneur de la résolution et qui peut même en améliorer le fond.

59. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) rappelle que, conformément à une pratique déjà ancienne, toute modification présentée à un projet de résolution par l'auteur principal ou un des auteurs est considérée comme une révision. Par contre, un amendement est considéré comme hostile à moins qu'il n'ait fait l'objet

de consultations préalables avec la délégation qui le propose. En conséquence, du point de vue de la procédure, la situation est délicate si l'auteur d'un projet de résolution présente un amendement à son propre texte. Au cas où la proposition est mise aux voix, aucun article du Règlement intérieur n'interdit à l'auteur d'un projet de résolution de voter en faveur d'un amendement hostile.

60. **M^{me} Lucas** (Luxembourg) dit que l'amendement proposé verbalement n'est pas acceptable pour les principaux auteurs du projet de résolution. Au nom des auteurs, la délégation luxembourgeoise demande donc qu'il soit procédé à un vote sur l'amendement.

61. **M^{me} Abdelkawy** (Égypte) fait observer que, compte tenu des explications fournies par le Secrétariat, aucun article du Règlement intérieur ne prévoit que, si des délégations appartenant à un groupe régional sont des auteurs d'un projet de résolution, l'ensemble du groupe ne peut présenter un amendement. En sa qualité de coordonnatrice du Groupe des États d'Afrique, la représentante de l'Égypte assure la Commission qu'une décision a été prise par le Groupe des ambassadeurs africains de faire présenter l'amendement par le représentant de la Sierra Leone au nom du Groupe des États d'Afrique. Comme aucun article du Règlement intérieur ne s'y oppose, le Groupe des États d'Afrique maintient donc son amendement.

62. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) précise que, lorsqu'un amendement n'est pas accepté par le principal auteur et qu'il est donc considéré comme hostile, il ne peut logiquement être présenté par un des auteurs du projet de résolution, bien qu'aucun article du Règlement intérieur ne le prévoit. Lorsque la représentante du Luxembourg a rejeté les amendements, elle a parlé au nom de tous les auteurs du projet de résolution, y compris les trois délégations appartenant au Groupe des États d'Afrique. Ces trois délégations peuvent se retirer de la liste des auteurs, ce qui permettra au représentant de la Sierra Leone de présenter l'amendement verbalement au nom de tous les États membres du Groupe des États d'Afrique.

63. *La séance est suspendue à 12 h 10; elle est reprise à 12 h 20.*

64. **M. Fawundu** (Sierra Leone) annonce que la Sierra Leone souhaite proposer l'amendement au nom de 51 pays d'Afrique au lieu du Groupe des États d'Afrique.

65. Pour **M^{me} Abdelkawy** (Égypte), le Groupe des États d'Afrique est convaincu que ce qui se passe est contraire au Règlement intérieur. Aucun article du Règlement intérieur ne stipule que, si certains pays appartenant à un groupe régional sont des auteurs d'un projet de résolution, l'ensemble du groupe ne peut présenter un amendement au texte de ce projet.

66. Les pays suivants sont les auteurs de l'amendement proposé : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cabo Verde, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe. Si les trois autres délégations du Groupe des États d'Afrique le souhaitent, elles peuvent se porter coauteurs de l'amendement.

67. **M^{me} Byaje** (Rwanda) fait observer que le Rwanda s'est joint aux auteurs du projet de résolution mais qu'il est favorable à l'amendement du fait qu'il améliore le texte initial.

68. **M^{me} Farngalo** (Libéria) précise que le Libéria ne compte pas parmi les auteurs de l'amendement.

69. **M. Komara** (Guinée) déclare que la Guinée souhaite se retirer de la liste des auteurs du projet de résolution et appuyer l'amendement proposé par le représentant de la Sierra Leone au nom du Groupe des États d'Afrique.

70. **M^{me} Lucas** (Luxembourg), faisant une déclaration générale au nom de l'Union européenne et du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes à propos de l'amendement apporté verbalement au projet de résolution, rappelle qu'au cours des négociations informelles, l'Union européenne et le Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ne sont pas parvenues à nouer un dialogue pour rechercher un accord sur une formulation de compromis qui tiendrait compte des divergences de vues. La formulation retenue dans le texte reflète un équilibre délicat entre les divers points qui pouvaient poser problème. Étant donné que le thème du projet de résolution de l'année

en cours est le droit à l'éducation, l'importance du paragraphe en question est évidente. La mise en œuvre, prévue dans le projet de résolution, de programmes d'éducation sexuelle détaillés reposant sur des données factuelles à l'intention de tous les adolescents et les jeunes, en les adaptant à leur âge, en suivant les orientations de leurs parents et de leurs tuteurs, contribuerait au bien-être des adolescents et des jeunes tout au long de leur vie en leur permettant de prendre des décisions éclairées, d'éviter des grossesses non désirées et d'améliorer leur santé, notamment en se protégeant mieux contre les maladies sexuellement transmissibles telles que le VIH/sida. L'amendement proposé supprimerait plusieurs éléments importants, et l'Union européenne et le Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes voteront donc contre cette proposition.

71. **M. Nina** (Albanie), expliquant son vote avant le vote, souligne que l'Albanie est un partisan convaincu de la résolution et qu'elle en a toujours été un des auteurs. Il est important de mentionner la question de programmes d'éducation détaillés reposant sur des données factuelles dans le projet de résolution. Des études ont montré que l'enseignement fondé sur les droits en milieu scolaire était un moyen efficace de promouvoir le respect et la responsabilité. Il est regrettable que l'amendement proposé cherche à supprimer plusieurs éléments importants, et la délégation albanaise votera donc contre cette proposition.

72. **M^{me} Silvana García** (Uruguay), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, rappelle que le Groupe et l'Union européenne ont jugé important de tenir un dialogue ouvert à tous, transparent et sans exclusive lors des négociations sur le projet de résolution. Le thème central du projet de résolution à l'examen est le droit à l'éducation. Le paragraphe en question se rapporte à des programmes d'éducation sexuelle détaillés reposant sur des données factuelles, qui seront dispensés aux adolescents et aux enfants dans les établissements d'enseignement, sous la direction de leurs parents et de leurs tuteurs. Ces programmes d'enseignement leur permettront d'établir des relations de respect fondées sur les principes de l'égalité entre les sexes et des droits de l'homme et ils constituent un outil important pour le développement de l'enfant en lui donnant les moyens de jouir d'une vie épanouie, dans la dignité. Le projet de résolution sur les filles a

été rédigé dans un contexte différent, avec un objectif thématique distinct. Le texte a été adopté quatre journées ouvrables plus tôt et ne doit pas nécessairement être pris en compte dans la rédaction du présent projet de résolution dont le thème est l'éducation. Pour cette raison, le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes votera contre l'amendement proposé et encourage les autres États Membres à faire de même.

73. Il est procédé à un vote enregistré sur l'amendement apporté verbalement à l'alinéa u) du paragraphe 49 du projet de résolution A/C.3/70/L.28/Rev.1.

Votent pour :

Afghanistan, Algérie, Angola, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cabo Verde, Chine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kenya, Koweït, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Nauru, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Soudan du Sud, Swaziland, Togo, Tunisie, Yémen, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Grenade, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Panama,

Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Timor-Leste, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Kazakhstan, Kirghizistan, Lesotho, Liban, Libéria, Malaisie, Myanmar, Népal, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam.

74. L'amendement apporté verbalement à l'alinéa u) du paragraphe 49 du projet de résolution A/C.3/70/L.28/Rev.1 est rejeté par 85 voix contre 67, avec 15 abstentions.

75. M. Eriza (Indonésie) signale que, bien que la délégation indonésienne n'ait pas en principe d'objection spécifique à la formulation du projet de résolution, elle a voté en faveur de l'amendement car celui-ci prend mieux en compte la question à l'examen et il concilie les différences.

76. M^{me} Denje (Nauru) déclare que la délégation nauruane approuve l'amendement présenté verbalement. Le libellé du projet de résolution où les États sont priés de concevoir et de mettre en œuvre des programmes d'éducation sexuelle détaillés est inacceptable pour sa délégation car ils sont incompatibles avec la législation et les valeurs culturelles de Nauru. La formulation du membre de phrase : « faire évoluer les comportements et les mentalités des hommes et des femmes de tous âges » est trop vague pour être mise en œuvre de façon satisfaisante et peut être interprétée de manière à porter atteinte également à la législation et aux valeurs culturelles de Nauru. Bien que cette formulation apparaisse dans le projet de résolution de l'année précédente, elle n'a pas été adoptée par consensus et elle n'est pas non plus employée dans la Convention relative aux droits de l'enfant ni dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

77. M. Al-Qumim (Yémen), prenant la parole au nom de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, de l'Iraq, de la Libye, de la Mauritanie, d'Oman, de la République arabe syrienne et du Yémen, déclare que ces pays

proposent de supprimer l'alinéa u) du paragraphe 49 car il n'a pas fait l'objet d'accord avant sa présentation.

78. **M^{me} Lucas** (Luxembourg), prenant la parole au nom des principaux auteurs du projet de résolution, souligne que ces derniers n'acceptent pas le nouvel amendement présenté verbalement et demandent qu'il soit procédé à un vote.

79. **M^{me} Belskaya** (Biélorus) note que, de toute évidence, il n'y a pas de véritable consensus sur le libellé du projet de résolution. Elle se demande s'il ne serait pas plus simple de le supprimer si les parties n'ont pu parvenir à un accord à ce sujet pendant les consultations afin de présenter une résolution de consensus, plutôt qu'un texte qui résulte de pressions exercées par les puissants sur les faibles, de lobbying et d'autres moyens.

80. **M^{me} Otto** (Palaos) dit que les Palaos sont fermement attachés à la Convention relative aux droits de l'enfant et au projet de résolution, tel qu'il a été initialement formulé. Les programmes d'éducation sexuelle détaillés, adaptés à l'âge des adolescents et respectueux des cultures constituent une stratégie importante qui permet aux enfants et aux jeunes d'exercer leur droit au meilleur état de santé physique et mentale possible et ils doivent donc être mentionnés dans le texte du projet de résolution.

81. **M. Khan** (Pakistan) engage vivement les auteurs du projet de résolution à éviter toute polémique. Un consensus existe déjà sur la majeure partie du projet de résolution, mais si un seul paragraphe prête à controverse, il demande instamment aux auteurs du projet de résolution de faire preuve de souplesse pour parvenir à un consensus et le préserver pour les années à venir.

Explication de vote avant le vote

82. **M^{me} Lucas** (Luxembourg), prenant la parole au nom de l'Union européenne, recommande vivement à tous les États Membres de voter contre l'amendement présenté verbalement pour les raisons exposées plus tôt. L'alinéa u) du paragraphe 49 porte sur un élément important et doit faire partie intégrante du projet de résolution.

83. **M^{me} García** (Uruguay) dit que l'Uruguay souscrit à la déclaration faite au nom de l'Union européenne et votera contre la suppression de l'alinéa en question.

84. **M. Bessedik** (Algérie) rappelle que toute question relative à l'enfance ou à la femme doit être examinée en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant et des spécificités et des valeurs morales et culturelles des sociétés concernées. À cet égard, la délégation algérienne estime qu'il y a une volonté évidente d'imposer à certaines sociétés des valeurs qui leur sont complètement étrangères. Elle demande donc qu'il soit procédé à un vote sur la suppression du paragraphe en question.

85. **M^{me} Smaila** (Nigéria) précise que la délégation nigériane votera en faveur de la suppression de l'alinéa u) du paragraphe 49. Les mots « programmes éducatifs » et « supports pédagogiques » doivent suffire à prendre en compte tous les objectifs du projet de résolution sans qu'il soit nécessaire de mentionner nommément l'éducation sexuelle. Dans le texte, l'éducation en matière de sexualité sera mise en œuvre dans le cadre de programmes d'éducation sexuelle détaillés reposant sur des données factuelles, ce qui est une violation flagrante de la Convention relative aux droits de l'enfant. Si on pousse le raisonnement jusqu'au bout, l'instruction religieuse et morale, la cuisine, le jardinage, la tapisserie, le soudage et la menuiserie devront eux aussi figurer dans une éducation équilibrée pour les enfants et les adolescents pour leur permettre d'acquérir des compétences diversifiées. La mention explicite de l'éducation sexuelle, même adaptée à l'âge des élèves, parmi tant d'autres domaines de développement humain et d'épanouissement de l'enfant traduit la perception qu'ont certains pays des droits de l'homme, en particulier ceux de l'enfant; une telle perception laisse à désirer car elle repose sur des prémisses subjectives, personnelles, émotionnelles et psychologiques et non sur des situations objectives de droits de l'homme.

86. La délégation nigériane s'est toujours élevée contre l'examen de cette question lors des délibérations de la Commission car il n'existe pas de consensus sur ses ramifications et elle pourrait également servir à imposer d'autres obligations ou engagements auxquels le Nigéria est opposé. Tout en reconnaissant le droit souverain des États d'interpréter les traités à la lumière de leur situation nationale, en particulier leurs règles coutumières, judiciaires et religieuses, la délégation nigériane demande impérativement que l'Organisation ne devienne pas une tribune de propagande privée de respect, de consensus universel ou d'appui juridique.

87. **M^{me} Mozolina** (Fédération de Russie) déclare que la délégation russe est déçue par la position des principaux auteurs sur le paragraphe en question du projet de résolution et elle estime que le processus de finalisation du texte n'a pas été véritablement transparent. Elle regrette profondément que, parmi tous les problèmes actuels dans le domaine de l'éducation, autant de temps, d'énergie et de ressources aient été consacrés à l'examen de la seule question de l'éducation sexuelle. Dans le projet de résolution, le mot « détaillés » ne s'applique qu'à celle-ci. Il ne semble pas y avoir d'intérêt pour des programmes éducatifs détaillés dans des domaines tels que les mathématiques, la géographie, l'histoire et les sciences naturelles. Des programmes d'éducation sexuelle détaillés seraient apparemment plus importants pour les jeunes générations. Pour une raison inconnue, beaucoup moins d'attention a été consacrée à l'examen des questions d'accès à la santé et de violence contre les enfants alors que celle de l'éducation sexuelle est examinée tous les ans. La représentante de la Fédération de Russie demande aux principaux auteurs du projet de résolution d'accorder une attention moins grande à l'éducation sexuelle pour trouver un consensus et régler tous les problèmes concernant les enfants d'une manière qui soit acceptable pour toutes les délégations.

88. **M. Mack** (États-Unis d'Amérique) souligne que les États-Unis appuient fermement le paragraphe tel qu'il est libellé et voteront contre l'amendement proposé.

89. **M. Clyne** (Nouvelle-Zélande), prenant la parole au nom de l'Australie, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse, déclare que ces pays engagent vivement les délégations à relire le texte du projet de résolution et des conventions pertinentes ainsi que la jurisprudence, compte tenu des exagérations outrancières contenues dans un grand nombre de déclarations qui ont été faites. Le représentant de la Nouvelle-Zélande demeure convaincu de l'importance des programmes d'éducation sexuelle reposant sur des données factuelles et il demande à toutes les délégations de voter contre l'amendement hostile.

90. **M^{me} Riley** (Barbade) affirme que la Barbade, qui est membre du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, est fière de compter parmi les auteurs du projet de résolution et souscrit aux déclarations faites par la représentante du Luxembourg au nom des

principaux auteurs. Le libellé du paragraphe résulte de négociations laborieuses. Ainsi, par exemple, la mention des programmes d'éducation sexuelle détaillés reposant sur des données factuelles ne s'applique qu'aux adolescents et aux jeunes et elle contient de nombreuses réserves. Dans un projet de résolution portant sur le droit à l'éducation, il est absolument nécessaire de mentionner les programmes d'éducation sexuelle à l'intention des adolescents et des jeunes. La Barbade votera donc contre l'amendement proposé.

91. *Il est procédé à un vote enregistré sur la proposition de supprimer l'alinéa u) du paragraphe 49 du projet de résolution A/C.3/70/L.28/Rev.1.*

Votent pour :

Afghanistan, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kenya, Koweït, Libye, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Nauru, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Soudan du Sud, Swaziland, Togo, Yémen, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malte, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines,

Pologne, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Bhoutan, Kazakhstan, Kirghizistan, Lesotho, Liban, Myanmar, Népal, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam.

92. La proposition visant à supprimer l'alinéa u) du paragraphe 49 du projet de résolution A/C.3/70/L.28/Rev.1 est rejetée par 90 voix contre 63, avec 11 abstentions.

La séance est levée à 13 heures.